



**OPERATION de restauration des parquets, plafonds et dessus-de
portes des salons CEMA et de l'escalier d'honneur
du bâtiment 001 de l'Ecole Militaire**

REGLEMENT de la CONSULTATION

- R.C. -

MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE OUVERTE

**Objet : Travaux de restauration des parquets, plafonds et dessus-de
portes des salons CEMA et de l'escalier d'honneur du bâtiment 001
de l'Ecole Militaire.**

Remise des offres fixée au 6 juin 2025 à 12h00

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION	3
ARTICLE 2 – CONDITIONS DE LA CONSULTATION	4
2.1 – MODE DE LA CONSULTATION	4
2.2 – DECOMPOSITION EN TRANCHES ET EN LOTS	4
2.3 – COMPLEMENTS AU C.C.T.P.	4
2.4 – VARIANTES	4
2.5 – DELAIS D’EXECUTION	4
2.6 – MODIFICATION DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES	5
2.7 – DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	5
ARTICLE 3 – COMPOSITION DU D.C.E ET PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	5
3.1 – COMPOSITION ET MISE A DISPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES	5
3.2 – PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	6
ARTICLE 4 – JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	9
4.1 – CRITÈRES DE JUGEMENT	9
4.2 – UNITE MONETAIRE ET MODALITES DE REGLEMENT	11
4.3 NEGOCIATIONS	11
ARTICLE 5 – CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES CANDIDATURES ET OFFRES	11
ARTICLE 6 – RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES	14
6.1 – RENSEIGNEMENTS D’ORDRE ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE	14
6.2 – VISITE DES LIEUX	14

REGLEMENT de la CONSULTATION

PREAMBULE

Pour cette consultation, les candidats doivent obligatoirement transmettre leur offre sous la forme dématérialisée (et non plus par voie papier) uniquement sur le profil acheteur de l'OPPIC, la plateforme de dématérialisation PLACE <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Une copie de sauvegarde présentée sur support physique électronique (clé USB ou support papier) peut être envoyée dans les mêmes délais par voie postale ou remise contre récépissé en main propre.

Les candidats doivent s'assurer de répondre aux prérequis techniques de la plateforme de dématérialisation PLACE.

Il est recommandé aux candidats de ne pas transmettre leur pli ou contacter le support technique de la plateforme de dématérialisation, en « dernière minute ».

Les envois seront faits sous la seule responsabilité de l'expéditeur jusqu'à réception et enregistrement par le service destinataire.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION

L'opération objet de la présente consultation porte sur les travaux à effectuer dans le cadre de l'opération de restauration des parquets, plafonds et dessus-de portes des salons du chef d'état-major des armées (CEMA) et de l'escalier d'honneur, sis 1, Place Joffre à Paris 7^è arrondissement (75007).

Ces travaux sont traités en **lots séparés**.

La présente consultation porte sur les lots suivants :

- Lot 1 : Peinture, dorure, échafaudage, installations de chantier, dépollution
- Lot 2 : Menuiserie, charpente, dépollution
- Lot 3 : Gypserie et stuc
- Lot 4 : Restauration de peinture sur toile

Les candidats peuvent candidater à **un ou plusieurs lots**.

Le cas échéant, les candidats peuvent soumissionner sous forme de groupement d'entreprises solidaire ou conjoint, en application des articles R. 2142-19 à R. 2142-24, R. 2142-26 et R. 2142-27 du Code de la commande publique.

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire pour l'exécution du marché de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur, en application de l'article R. 2142-24 alinéa 2.

Les candidats ne sont autorisés à présenter qu'une seule candidature et offre par lot, soit en qualité de candidat individuel, soit en qualité de membre d'un groupement, sous peine de rejet de leur candidature.

PRESTATIONS SIMILAIRES

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de passer un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence avec le titulaire de chaque lot pour l'achat de prestations similaires aux prestations décrites au marché, dans les conditions prévues à l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique.

ARTICLE 2 – CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 – MODE DE LA CONSULTATION

La présente consultation est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 1° et R. 2123-1 1°, R. 2123-4 à R. 2123-6 du Code de la commande publique.

2.2 – DECOMPOSITION EN TRANCHES ET EN LOTS

2.2.1 – Décomposition en tranches

Sans objet.

2.2.2 – Décomposition en lots

Les travaux objet de la présente consultation sont décomposés en 4 lots :

- Lot 1 : Peinture, dorure, échafaudage, installations de chantier, dépollution
- Lot 2 : Restauration de menuiseries, charpente, dépollution
- Lot 3 : Gypserie et stuc
- Lot 4 : Restauration de peinture sur toile

2.3 – COMPLEMENTS AU C.C.T.P.

Les candidats n'ont pas à apporter de compléments au Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

2.4 – VARIANTES

Variantes imposées par le représentant du pouvoir adjudicateur :

- Lot 01 : Variante 1 : Remise en peinture du plafond de l'escalier d'honneur
- Lot 01 : Variante 2 : Peinture en faux marbre sur plinthes
- Lot 02 : Variante 1 : Charpente de l'escalier d'honneur
- Lot 02 : Variante 2 : Fourniture et pose de plinthes
- Lot 02 : Variante 3 : Adaptation de parquet pour façon de trappe
- Lot 03 : Variante 1 : Restauration du plafond à voussure de l'escalier d'honneur
- Lot 04 : Variante 1 : Restauration de la toile « Les chevaux emmenés au pâturage » du salon Ligny
- Lot 04 : Variante 2 : Restauration de la toile « Prise du fourrage dans un village et confection de fagots » du salon Ligny
- Lot 04 : Variante 3 : Restauration de la toile « Construction d'une fortification » du salon Ligny
- Lot 04 : Variante 4 : Restauration de la toile « Remise en état des pièces d'artillerie » du salon Ligny

Variantes libres à l'initiative du candidat :

Les variantes libres à l'initiative du candidat ne sont pas autorisées.

2.5 – DELAIS D'EXECUTION

Les stipulations relatives aux délais d'exécution sont fixées dans l'acte d'engagement et ne peuvent en aucun cas être changées.

2.6 – MODIFICATION DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard **6** jours ouvrés avant la date limite fixée pour la réception des offres des modifications au dossier de consultation des entreprises (DCE).

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.7 – DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est fixé à l'article 1 de l'acte d'engagement.

ARTICLE 3 – COMPOSITION DU D.C.E ET PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

3.1 – COMPOSITION ET MISE A DISPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

Le DCE se compose des pièces suivantes :

- **L'Acte d'Engagement (A.E.) de chaque lot et son ou ses annexes :**
 - Annexe n°1 : Demande d'acceptation du ou des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement du ou des contrat(s) de sous-traitance
- **Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) de chaque lot et ses annexes :**
 - Annexe n°1 : Plan général de coordination en matière de santé et de sécurité
 - Annexe n°2 : Calendrier prévisionnel d'exécution des études et des travaux
 - Annexe n°3 : Système informatique de gestion financière des marchés de travaux
 - Annexe n°4 : Charte chantier à faibles nuisances
 - Annexe n°5 : Plan d'installation de chantier
- **Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) de chaque lot et ses annexes :**
 - Annexe n°1 - Rapport de mission de repérage des revêtements, matériaux et produits contenant du plomb avant travaux – COORDINATION MANAGEMENT, 28.01.2025.
 - Annexe n°2 - Rapport de sondages de parquets des salons CEMA et de la charpente du plafond de l'escalier d'honneur – AUBERT-LABANSAT, 16.01.2025.
 - Annexe n°3 – Caractéristiques techniques de raccordement SSI

Les pièces graphiques du maître d'œuvre (plans, carnets de détails, relevés d'état sanitaire)

- **Le rapport de présentation de l'opération du maître d'œuvre**
- **Le cadre de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) de chaque lot**

Le dossier de consultation des entreprises est mis gratuitement à disposition de chaque candidat en téléchargement depuis la plateforme de dématérialisation PLACE : <https://www.marches->

publics.gouv.fr. Le téléchargement du dossier pourra se faire librement sans inscription préalable sur la plateforme. Une assistance en ligne y est accessible.

Toutefois, l'attention des candidats est attirée sur le fait qu'en l'absence d'inscription auprès de la plateforme, ils ne seront pas automatiquement informés des éventuelles modifications et compléments apportés au dossier.

3.2 – PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les candidats ont à produire un dossier comprenant une candidature et une offre. Elles seront entièrement rédigées en langue française.

3.2.1 – Dossier de candidature - Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat

Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat :

- Formulaire Dc1, Lettre de candidature - habilitation du mandataire par ses cotraitants disponible à l'adresse suivante :
<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>,
- Formulaire Dc2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement disponible à l'adresse suivante :
<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>,
- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire,
- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et, le cas échéant, le chiffre d'affaires concernant les travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles,
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années,
- Présentation d'une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, l'époque de réalisation et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin,
- Indication des titres d'études et professionnels des cadres de l'entreprise et notamment des responsables de conduite des travaux de même nature que celle du marché,
- Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du marché,
- Présentation des certificats de qualifications professionnelles exigés ci-après et établis par des organismes indépendants ou par tout moyen de preuve équivalent, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique pour réaliser les travaux pour lesquels il se porte candidat,

Pour le lot 01 – Peinture, dorure, échafaudage, installations de chantier, dépollution, il est demandé les qualifications suivantes :

- **Qualibat 6143 : Dorure des monuments historiques**
- **Certification professionnelle en conservation-restauration de biens culturels niveau 5**

Pour le lot 02 – Menuiserie, charpente, dépollution, il est demandé la qualification suivante :

- **Qualibat 4393 : Restauration des menuiseries des monuments historiques**
- **Qualibat 2393 : Restauration de charpente des monuments historiques**

Pour le lot 03 – Gypserie et stuc, il est demandé la qualification suivante :

- **Qualibat 6593 : Restauration plâtres et chaux des monuments historiques**

Pour le lot 04 – Restauration de peinture de chevalet et cadres dessus-de-porte de Charles Cozette, il est demandé la qualification suivante :

- Certification professionnelle en conservation-restauration de biens culturels niveau 7

En l'absence ou en complément des certificats demandés, le candidat doit/peut présenter :

- Tout autre certificat attestant des qualifications de l'entreprise ou du personnel chargé de réaliser les travaux ainsi que des attestations de maître d'œuvre qualifié.
- Ou des références sous forme de dossiers techniques spécifiques sur des réalisations similaires de moins de 5 ans pouvant attester d'un degré de compétence équivalent à la présente opération.

Documents à produire à l'appui des candidatures par le candidat :

- S'il s'appuie, pour présenter sa candidature, sur les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. Le candidat doit également apporter la preuve que chacun de ces opérateurs économiques mettra à sa disposition les moyens nécessaires, pendant toute la durée d'exécution du marché (documents à produire en annexe du formulaire DC2).
- Si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français.

Par ailleurs, le candidat peut présenter sa candidature sous la forme d'un **DUME** (document unique de marché européen) électronique, établi conformément au modèle fixé par le [règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type](#) (en lieu et place des documents mentionnés au présent article 3.2.1).

Le DUME électronique peut être rempli sur le lien suivant : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>
Le DUME doit être rédigé en français.

Avertissement

Le marché ne pourra être attribué au titulaire provisoire que lorsque celui-ci aura produit au pouvoir adjudicateur les documents administratifs listés ci-après (s'il ne les a pas déjà fournis à l'appui de sa candidature), dans un délai de 10 jours francs à compter de la date de la demande du pouvoir adjudicateur :

- Une attestation conforme aux exigences et conditions fixées par le CCAP (article assurances) ;
- Afin de démontrer qu'il ne rentre pas dans les interdictions de soumissionner obligatoires et générales listées aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 du Code de la commande publique, les documents prévus aux articles R. 2143-5 à R. 2143-10 et R. 2143-16 du Code de la commande publique.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

3.2.2 – Dossier d’offre - Projet de marché

Le dossier d’offre à remettre par les candidats doit contenir les documents suivants :

- **Un acte d’engagement (A.E.) pour le lot concerné et son ou ses annexes** suivant les cadres joints à compléter.
- Annexe n°1 : Demande d’acceptation du ou des sous-traitants et d’agrément des conditions de paiement du ou des contrat(s) de sous-traitance

Seul l’attributaire du marché devra signer son acte d’engagement.

Pour les sous-traitants désignés au marché, le candidat devra indiquer dans l’acte d’engagement le montant des prestations qu’il envisage de sous-traiter et, par différence avec son offre, le montant maximal de la créance qu’il pourra présenter en nantissement.

L’attention des candidats est attirée sur le fait que s’ils veulent renoncer au bénéfice de l’avance prévue à l’article 5.2 du C.C.A.P., ils doivent le préciser à l’article 7 de l’acte d’engagement.

La décomposition du prix global et forfaitaire du lot concerné en euros suivant le cadre imposé.

Les candidats devront effectuer toutes les vérifications et apporter les compléments qu’ils jugeront nécessaires à ce cadre. Les prix proposés devront comporter tout ce qui concerne le complet achèvement des prestations.

- **Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)** du lot concerné.
- **Un mémoire méthodologique propre au lot concerné.**

Le mémoire méthodologique devra contenir à minima les éléments suivants :

- 1/ MOYENS HUMAINS DEDIES A L’OPERATION
- 2/ MODES OPERATOIRES TECHNIQUES PROPOSES
- 3/ DEMARCHE HYGIENE, SECURITE, ENVIRONNEMENT
- 4/ PLANNING OPERATIONNEL envisagé par le candidat

Il devra être synthétique et comprendre 30 pages maximum.

La remise de ce mémoire est obligatoire. L’offre sera déclarée non conforme en cas d’absence de remise du mémoire.

- **Le plan de formation de l’entreprise en matière de risques liés à la sécurité et à la santé des travailleurs notamment en présence d’agents chimiques comme le plomb.**

L’attention des candidats est attirée sur le fait que les informations contenues dans le mémoire méthodologique constitueront le principal élément d’analyse de la valeur technique des offres dans les conditions fixées à l’article 4.1.2 du présent Règlement de la Consultation.

- **Attestation de visite**

Le maître d’ouvrage tiendra un registre de visite (valant attestation). La visite sera obligatoire, sous peine de rejet de l’offre pour irrégularité. Les modalités de la visite sont explicitées à l’article 6.2 du présent document.

ARTICLE 4 – JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

4.1 – CRITÈRES DE JUGEMENT

4.1.1 – Critère de jugement des candidatures

Conformément à l'article R. 2144-7 du Code de la commande publique, la vérification de la candidature pourra intervenir après le classement des offres.

Sur la base des justifications remises, l'examen des candidatures sera réalisé en tenant compte de la pertinence des références ainsi que des garanties professionnelles et financières présentées.

Régularisation des candidatures :

En cas de pièces de la candidature absentes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur pourra demander aux candidats concernés de régulariser leurs dossiers de candidature, en application de l'article R. 2144-2 du Code de la commande publique. Cette régularisation des candidatures sera effectuée dans un délai approprié fixé par le pouvoir adjudicateur.

Or, si à l'issue du délai imparti pour régulariser leurs dossiers de candidature, les opérateurs économiques n'ont toujours pas produit les documents demandés, ou si le pouvoir adjudicateur décide de ne pas demander la régularisation des candidatures, celles-ci seront déclarées irrecevables et éliminées.

4.1.2 – Critères de jugement des offres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions définies au présent article.

Concernant les critères permettant de juger de l'offre économiquement la plus avantageuse, il sera tenu compte des critères suivants énoncés ci-dessous avec leur pondération et applicables à l'ensemble des lots.

1- Critère Prix, noté sur 40 points :

L'offre financière conforme la plus basse se verra affecter la note maximale. Les autres propositions seront notées par rapport à cette offre selon la formule suivante :

$$N = 40 * (P_1 / P_n)$$

Dans laquelle :

N = note de l'offre jugée

P₁ = Prix de l'offre la moins-disante (suivant Acte d'engagement)

P_n = Prix de l'offre jugée (suivant Acte d'engagement)

2- Critère Valeur technique, noté sur 60 points - selon le mémoire technique du candidat :

Le mémoire technique devra détailler l'ensemble des sous-critères et sous-sous-critères listés ci-dessous, afin qu'une notation homogène des candidats soit possible.

Sous-critère n°1 : Moyens humains dédiés à l'opération (noté sur 10) :

Avec :

- Sous-sous-critère n°1 : Composition, compétences, qualifications et expériences des **équipes d'encadrement** proposées pour l'opération de travaux (effectif, formation, diplôme, travaux effectués récemment) (noté sur 5)

- Sous-sous-critère n°2 : Composition, compétences, qualifications et expériences des **équipes d'exécution**, en atelier et sur chantier, proposées pour l'opération de travaux (effectif, formation, diplôme, travaux effectués récemment (noté sur 5)

Sous-critère n°2 : Mode opératoire technique proposé (noté sur 20) :

Avec :

- Sous-sous-critère n°1 : Compréhension du contexte de l'opération et de la nature des travaux à réaliser (noté sur 5)
- Sous-sous-critère n°2 : Méthodologie d'exécution des travaux (noté sur 5)

Pour chaque lot, la méthodologie d'exécution devra détailler et illustrer par des schémas les principes de réalisation des travaux et préciser, le cas échéant, la coordination technique avec les autres lots.

- Sous-sous-critère n°3 : Moyens matériels mis à disposition pour la réalisation des travaux (noté sur 5)
- Sous-sous-critère n°4 : Gestion de la coactivité vis-à-vis des travaux des autres lots (noté sur 5)

Sous-critère n°3 : Démarche hygiène, santé, sécurité, environnement (noté sur 10) :

Avec :

- Sous-sous-critère n°1 : Méthodologie d'intervention prévue pour assurer l'hygiène (collective et individuelle), la santé vis-à-vis du risque chimique plomb et la sécurité sur le chantier (noté sur 5)
- Sous-sous-critère n°2 : Mesures prises pour la réduction des nuisances sur le chantier (noté sur 2,5)
- Sous-sous-critère n°3 : Gestion de la protection de l'environnement et des déchets (noté sur 2,5)

Sous-critère n°4 : Planning opérationnel (noté sur 20) :

Avec :

- Sous-sous-critère n°1 : Engagement de l'entreprise sur le planning et le phasage de travaux du DCE (noté sur 10)
- Sous-sous-critère n°2 : Proposition argumentée d'optimisation du délai global de réalisation des travaux (noté sur 10)

Variantes libres à l'initiative du candidat :

Les variantes libres à l'initiative du candidat ne sont pas autorisées.

Variantes imposées par le représentant du pouvoir adjudicateur :

Il est rappelé que le choix sur la variante retenue s'effectuera au moment de l'analyse des offres selon l'intérêt technique et financier présenté. Les offres seront jugées en tenant compte de la sélection ou de la non-sélection de la variante.

Classement final :

L'offre économiquement la plus avantageuse sera déterminée par comparaison des notes finales résultant de la somme des notes attribuées à la valeur technique et au prix.

Examen des offres :

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres sur l'acte d'engagement prévaudront sur toutes autres indications de l'offre et les autres montants seront rectifiés en conséquence.

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seront constatées dans la décomposition du prix global et forfaitaire, le montant de ce prix ne sera pas rectifié pour le jugement de la consultation.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition pour la mettre en cohérence avec le prix indiqué dans l'acte d'engagement ; en cas de refus, son offre sera éliminée car non cohérente.

Régularisation des offres :

En application de l'article R. 2152-2 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'autoriser les candidats à régulariser leurs offres irrégulières dans un délai approprié, dans le cas où les offres n'ont pas été jugées comme anormalement basses.

Lorsqu'il use de cette faculté, la régularisation des offres n'a pas pour effet de modifier substantiellement les caractéristiques des offres.

A défaut, les offres irrégulières, inappropriées et inacceptables sont éliminées.

4.2 – UNITE MONETAIRE ET MODALITES DE REGLEMENT

Les candidats sont informés que le pouvoir adjudicateur souhaite conclure le marché en EURO.

Les modalités de règlement sont définies à l'article 3 du C.C.A.P.

4.3 NEGOCIATIONS

En application de l'article R. 2123-5 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

Après examen des offres, des négociations avec les candidats pourront avoir lieu. Elles seront conduites dans de strictes conditions d'égalité. Les négociations pourront avoir pour objet de permettre aux candidats ayant remis des offres irrégulières ou inacceptables de les rendre régulières ou acceptables, dans le cas où ces offres n'ont pas été considérées comme anormalement basses.

Les candidats pourront être invités par le représentant du pouvoir adjudicateur à préciser, compléter ou modifier leur offre, sans pour autant qu'il soit porté de modifications substantielles au cahier des charges.

Au terme de ces négociations, le représentant du pouvoir adjudicateur désigne un attributaire à titre provisoire. Le marché ne pourra être attribué définitivement au candidat s'il ne produit pas dans le délai imparti à l'article 3.2.1 (« Avertissement ») les documents visés à ce même article.

ARTICLE 5 – CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES CANDIDATURES ET OFFRES

➤ Dépôt des plis par voie dématérialisée

Les candidatures et offres seront obligatoirement remises par voie électronique sur la plateforme du profil acheteur <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Une assistance en ligne y est accessible.

Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-avant ne seront pas retenus.

Prérequis : les candidats doivent s'assurer de répondre aux prérequis techniques de la plateforme de dématérialisation susmentionnée.

Le dépôt du pli électronique de réponse à la présente consultation n'est possible que si le candidat s'est inscrit sur la plateforme de dématérialisation utilisée par l'OPPIC (le profil acheteur PLACE), après avoir créé un compte entreprise (renseignements demandés : notamment dénomination de l'entreprise, n°SIRET, mail de contact).

Ce compte pourra servir pour toutes les phases d'échanges avec les candidats.

Les formats de fichiers préconisés sont les suivants : .doc / .rtf / .pdf / .xls ou tableur / image : JPEG ou TIFF CCIT groupe IV (format volumineux).

Ne pas utiliser certains formats, notamment les ".exe", les formats vidéo ;

- Ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros" ;

- Faire en sorte que l'offre ne soit pas trop volumineuse (préconisations : < 4 gigas octets).

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de convertir les formats dans lesquels ont été encodés les fichiers, afin d'assurer leur lisibilité.

Tous les fichiers envoyés devront être traités préalablement à l'anti-virus, à charge de l'entreprise candidate. Les offres contenant des virus feront l'objet d'un archivage de sécurité par le pouvoir adjudicateur. Ces offres seront donc réputées n'avoir jamais été reçues et les candidats en seront informés dans les plus brefs délais.

Il est recommandé aux candidats de ne pas transmettre leur pli ou contacter le support technique de la plateforme de dématérialisation PLACE, en « dernière minute ».

Les envois seront faits sous la seule responsabilité de l'expéditeur jusqu'à réception et enregistrement par le service destinataire.

➤ **En complément, dépôt d'une copie de sauvegarde**

En complément du dossier remis sur la plateforme PLACE, les candidats pourront éventuellement transmettre une copie de sauvegarde comme mentionné au préambule dans les mêmes délais que ceux fixés pour la remise de l'offre.

L'enveloppe extérieure portera **impérativement** la mention :

« Travaux de restauration des salons CEMA et de l'escalier d'honneur du bâtiment 1 de l'Ecole Militaire / MAPA – Copie de sauvegarde – **NE PAS OUVRIR PAR LE SERVICE COURRIER** »

L'enveloppe intérieure contiendra une copie de sauvegarde et indiquera le nom du candidat et le nom de l'opération.

**OPPIC
Département des marchés et des affaires juridiques
30, rue du Château des Rentiers
CS 61336
75647 Paris cedex 13.**

Ou remis contre récépissé à la même adresse, bureau 358 3^{ème} étage, de 9h30 à 12h30 et de 14h30 à 17h30 du lundi au jeudi et de 9h30 à 12h30 et de 14h30 à 16h00 le vendredi.

L'expéditeur devra tenir compte des délais postaux, le pouvoir adjudicateur ne pouvant être tenu pour responsable des problèmes d'acheminement du courrier.

Les envois seront faits sous la seule responsabilité de l'expéditeur jusqu'à réception et enregistrement par le service destinataire.

La notification du marché au titulaire se fera par la plateforme PLACE : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Le titulaire recevra un lien actif/hypertexte lui permettant d'accuser réception du message de notification de son marché sur la plateforme PLACE. Il sera invité à cliquer sur ce lien pour que la plateforme prenne en compte la notification.

ARTICLE 6 – RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

6.1 – RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE

Pour obtenir des renseignements d'ordre administratif et technique qui leur seraient utiles lors de leur étude, les candidats devront faire parvenir, au plus tard **10 jours calendaires** avant les date et heure limites de remise des offres, une demande via la plateforme PLACE (<https://www.marches-publics.gouv.fr>).

Les renseignements complémentaires portant sur le cahier des charges seront communiqués par le représentant du pouvoir adjudicateur, via la plateforme PLACE (<https://www.marches-publics.gouv.fr>), 6 jours ouvrés au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres.

6.2 – VISITE DES LIEUX

La visite des lieux est **obligatoire** sous peine de rejet de l'offre pour irrégularité.
Un registre des visites sera tenu par l'OPPIC lors des visites.

Les modalités d'organisation des visites sont les suivantes :

- Inscription obligatoire au préalable auprès de M. Lefauve (r.lefauve@oppic.fr) et de Mme Drujon (s.drujon@oppic.fr) **au plus tard le 22 mai 2025**.